

Le secteur coopératif comme levier de la croissance inclusive au Maroc

The cooperative sector as a lever for inclusive growth in Morocco

Nahid EL HARRAK, (Doctorante)

*Laboratoire Performance économique et logistique (PEL)
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Mohammedia
Université Hassan II de Casablanca, Maroc*

Rachid SMOUNI, (Professeur d'Enseignement Supérieur)

*Laboratoire Performance économique et logistique (PEL)
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Mohammedia
Université Hassan II de Casablanca, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Mohammedia Route de Rabat, Bd Hassan II BP 145 CP : 20650 Université Hassan II Maroc (Mohammedia) Téléphone +212523314682
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	EL HARRAK, N., & SMOUNI, R. (2022). Le secteur coopératif comme levier de la croissance inclusive au Maroc. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(4-2), 239-251. https://doi.org/10.5281/zenodo.6969465
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: May 15, 2022

Published online: August 06, 2022

Le secteur coopératif comme levier de la croissance inclusive au Maroc

Résumé

La croissance économique est nécessaire, mais insuffisante. Afin d'atteindre le développement souhaité, une croissance inclusive et durable est indispensable. Le Maroc, conscient des problèmes sociaux dont souffre sa population, vise un nouveau modèle de développement. Mais la réussite de ce modèle et la réalisation d'une croissance inclusive nécessitent la contribution de tous les acteurs de l'économie marocaine à savoir le secteur coopératif.

L'objectif de cet article est, d'une part, de montrer l'importance et la nécessité d'une croissance inclusive en analysant l'état critique de la population marocaine et, d'autre part, d'étudier la contribution du secteur coopératif à la réalisation de cette croissance. Il s'agira alors de montrer la contribution du secteur coopératif à la diminution de la pauvreté multidimensionnelle et à la réalisation du bien-être de la population marocaine. Dans ce sens, ce travail de recherche essaye d'apporter des pistes de réponse à la problématique suivante : « *Dans quelle mesure les coopératives marocaines contribuent-elles à la réalisation d'une croissance inclusive au Maroc ?* »

Le résultat principal de ce travail de recherche est qu'en étant un levier de promotion d'emploi décent au Maroc, un facteur d'émancipation de la femme marocaine et un moyen permettant la réalisation du bien-être (surtout subjectif) des citoyens marocains, le secteur coopératif contribue bel et bien à la réalisation de la croissance inclusive au Maroc.

Mots clés : Secteur coopératif ; croissance inclusive ; pauvreté ; inclusion sociale ; émancipation ; bien-être.

Classification JEL : I39, P13

Type de l'article : Article théorique

Abstract

Economic growth is necessary but insufficient. To achieve the desired development, inclusive and sustainable growth is essential. Morocco, aware of the social problems of which its population suffers, aims for a new development model. But the success of this model and the achievement of inclusive growth require the contribution of all actors of the Moroccan economy including the cooperative sector.

The objective of this article is, on one hand, to show the importance and the need for an inclusive growth by analyzing the critical state of the Moroccan population and, on the other hand, to study the contribution of the sector cooperative in achieving this growth. It will thus be a question of showing the contribution of the cooperative sector in reducing the multidimensional poverty and in the achievement of the well-being of the Moroccan population. Therefore, this research attempts to provide answers to the following question: "*To what extent do Moroccan cooperatives contribute to the achievement of inclusive growth in Morocco?*"

The findings of this article is that, the cooperative sector, by being a factor in the promotion of decent employment in Morocco, a factor in the emancipation of Moroccan women and a means of allowing the achievement of the well-being (especially subjective well-being) of Moroccan citizens, does indeed contribute to the achievement of inclusive growth in Morocco.

Keywords: cooperative sector; inclusive growth; poverty; social inclusion; emancipation; well-being.

JEL Classification: I39, P13

Paper type: Theoretical article

Introduction

« *La croissance économique n'est pas une fin en soi* » [OCDE, 2014, p.3], tel était le constat avec lequel l'OCDE a commencé son rapport de 2014 portant sur la thématique de la croissance inclusive ; et c'est avec le même constat que nous allons commencer notre article. En effet, plus les États et les institutions internationales visaient autrefois l'unique croissance économique via les programmes d'ajustement structurel, plus leurs populations semblaient dans les ténèbres de la pauvreté et de la misère. Croire alors que la croissance économique est une fin en soi ou même qu'elle est le seul chemin menant au développement social et économique tant souhaité par les êtres humains est absurde ; et l'histoire de l'humanité en est la preuve définitive et certaine.

Regagner alors la dignité de l'être humain et l'épanouissement qui lui revient de nature exige de s'intéresser davantage aux personnes pauvres, vulnérables, exclues et marginalisées. Il s'agit alors de chercher à atteindre une croissance inclusive, partagée et durable. Après tout, elle s'est aujourd'hui imposée comme le modèle de développement économique par excellence [Nkamleu, 2017]. D'où les objectifs du millénaire pour le développement et par la suite les objectifs du développement durable approuvés et considérés par presque tous les pays du monde y compris le Maroc.

Notre royaume vise alors lui aussi la croissance inclusive, une croissance qui permettra à chaque citoyen de connaître l'épanouissement que la majorité des Marocains commencent à se douter de son existence. Grâce alors à la réalisation de la croissance inclusive, le mythe du bien-être peut devenir réalité. Pour cette cause, le Maroc, conscient de la défaillance de l'ancien modèle de développement qui n'est plus à démontrer vu les problèmes sociaux alarmants dont souffre la population marocaine, vise un nouveau modèle de développement économique et social.

Pour cette noble cause, tous les acteurs sont alors appelés à multiplier leurs efforts et à contribuer à l'amélioration du bien-être de la population marocaine. Les acteurs de l'entrepreneuriat social à savoir les coopératives sont bien évidemment les plus concernés par cette lutte contre l'exclusion vue leur raison d'être à ordre social. En effet, l'entrepreneuriat social est un moyen privilégié de résolution des problèmes sociaux [Omrane et Fayolle, 2010]. En se basant sur son caractère novateur dans le traitement des problèmes sociaux de plus en plus complexes [Bacq et Janssen, 2008], l'entrepreneuriat social améliore la situation de la population. Ainsi, il devient un agent de changement social [Dees, 1998] et par conséquent, comme l'a qualifié Dewandre (2009), un « héros ».

Dans ce sens, cet article a pour objectif, d'un côté, de montrer l'importance et la nécessité d'une croissance inclusive en analysant l'état critique de la population marocaine (pauvreté, chômage, emploi informel, exclusion des femmes ...), et d'un autre côté, d'étudier la contribution du secteur coopératif à la réalisation de cette croissance. Il s'agira alors de montrer la contribution du secteur coopératif à la diminution de la pauvreté multidimensionnelle et à la réalisation du bien-être de la population marocaine.

La problématique alors à laquelle nous allons essayer d'apporter des pistes de réponse est la suivante : « ***Dans quelle mesure les coopératives marocaines contribuent-elles à la réalisation d'une croissance inclusive au Maroc ?*** »

Afin de répondre à cette problématique, la démarche adoptée s'étalera sur trois axes. Le premier présentera un cadrage conceptuel, historique et théorique de la croissance inclusive afin de mieux l'appréhender. Le deuxième montrera l'état alarmant de la population marocaine (pauvreté monétaire, chômage, chômage des diplômés, emploi, informel et exclusion des femmes) et ainsi la nécessité d'une croissance inclusive. Quant au troisième, il permettra d'analyser la contribution du secteur coopératif à la réalisation d'une croissance

inclusive au Maroc en contribuant à la promotion de l'emploi décent au Maroc, à l'émancipation de la femme marocaine et à la réalisation du bien-être d'une part importante des citoyens marocains.

1. La croissance inclusive : de quoi s'agit-il ?

La croissance inclusive est aujourd'hui un concept omniprésent dans les articles des chercheurs, les rapports des institutions internationales et les stratégies des pays. L'importance qui lui a été accordée est parfaitement fondée et justifiée.

Avant d'étudier la contribution du secteur coopératif à la réalisation de la croissance inclusive au Maroc, il nous semble primordial de citer à la fois les approches théoriques de ce concept et son aperçu historique.

1.1. Conceptualisation théorique de la croissance inclusive

La croissance inclusive est un concept par nature multidimensionnel, et susceptible de plusieurs définitions [Tong, 2016]. Une compréhension plus profonde du sujet exige alors de débattre les théories qui l'abordent. La littérature permet de distinguer trois approches principales de ce concept : celle de croissance inclusive relative, celle de croissance inclusive absolue et une autre qui combine ces deux approches [Sadni Jallab, 2012].

1.1.1. L'approche relative de la croissance inclusive

En essayant de répondre à la question « *devons-nous nous préoccuper de la distribution ou laisser la croissance faire le travail de réduction de la pauvreté ?* », White et Anderson (2001) montrent l'importance non négligeable de l'effet de distribution. Ainsi la variation de la pauvreté peut être décomposée en un effet de croissance et un effet de distribution [Datt et Ravallion, 1992 ; White et Anderson, 2001].

Cette approche relative s'intéresse alors aux changements dans la distribution des revenus suite à une période de croissance dans l'économie [Boccanfuso et Ménard, 2009 ; Sadni Jallab, 2012 ; Tchekoumi, 2017]. Et elle se traduit par une réduction des inégalités de revenus [Tong, 2016] puisque de très petits changements de distribution peuvent créer une différence substantielle dans le revenu des pauvres [White et Anderson, 2001]. On peut parler alors d'une croissance en faveur des pauvres lorsque les plus pauvres bénéficient plus que les autres catégories sociales des fruits de la croissance [Tong, 2016 ; Chataigner et Raffinot, 2005] impliquant ainsi une croissance disproportionnée de leurs revenus [Klasen, 2003]. Du côté, la croissance sera dite inclusive lorsque le taux de croissance du revenu des plus pauvres sera plus important que celui des non-pauvres [Sadni Jallab, 2012].

1.1.2. L'approche absolue de la croissance inclusive

Si l'approche relative de la croissance inclusive met l'accent sur la diminution des inégalités des revenus, l'approche absolue s'intéresse plutôt au lien entre pauvreté et croissance économique sans pour autant considérer les changements de la distribution des revenus [Boccanfuso et Ménard, 2009 ; Sadni Jallab, 2012 ; Ka, 2016]. Ce qui rend cette approche moins restrictive. D'après cette approche, la croissance sera pro-pauvres voire inclusive, si, lors des épisodes de croissances économiques soutenus, les revenus des individus pauvres augmentent [Boccanfuso et Ménard, 2009 ; Sadni Jallab, 2012 ; Tchekoumi, 2017].

En gros, sous l'angle absolu, la croissance sera dite inclusive si celle-ci contribue à la réduction du taux de pauvreté en termes absolus [Boccanfuso et Ménard, 2009 ; Sadni Jallab, 2012 ; Ka, 2016], conduisant ainsi à une réduction de l'incidence de la pauvreté [Chataigner et Raffinot, 2005 ; Tong, 2016]. Une telle croissance est alors celle qui se traduit par une variation positive des revenus des plus pauvres, peu importe la proportion [Ka, 2016].

1.1.3. L'approche d'Osmani

L'approche relative ainsi que l'approche absolue illustrent les différentes manières possibles d'apercevoir et de comprendre la croissance inclusive. Mais en 2005, Osmani a mis en exergue la problématique que suscitent ces deux approches :

- La simple réduction de la pauvreté ne peut pas être suffisante pour considérer que la croissance est favorable aux pauvres ;
- Préférer une croissance faible à une plus inégalitaire certes, mais plus forte et où la situation des pauvres s'améliore davantage, semble exagéré.

Choisir alors une de ces approches en ignorant l'autre ne permettra certainement pas d'agir efficacement en faveur des pauvres. En plus, ce n'est pas si évident de les séparer. La croissance inclusive doit combiner les deux approches : relative et absolue [Osmani, 2005]. La croissance inclusive est alors, d'après l'approche synthétique d'Osmani, celle qui réduit conjointement la pauvreté et l'inégalité [Tchekoumi, 2017]. D'où la nécessité d'avoir une réduction des inégalités internes couplée à une réduction de la pauvreté [Sadni Jallab, 2012].

1.2. De « Programmes d'Ajustement structurel » aux « Objectifs du Développement Durable » : un aperçu historique de la croissance inclusive

La réalisation de la croissance économique était, autrefois, l'objectif ultime tant voulu non seulement par les différents pays, mais également par les institutions internationales à savoir les institutions de Bretton Woods (IBW). Ces derniers incitaient alors les pays endettés - cherchant à bénéficier de l'aide financière- à mettre en place des Programmes d'Ajustement structurel (PAS) afin de pouvoir mettre fin à leurs crises économiques et de réaliser le développement économique et social souhaité.

Toutefois, quelques années plus tard, le résultat prévu était loin d'être réalisé. La situation des pays qui ont entrepris les PAS n'arrêtaient pas de s'aggraver. En effet, leurs populations continuaient de vivre dans la misère et la pauvreté [Goldin, Rogers et Stern, 2002 ; Cling, De Vreyer, Razafindrakoto et Roubaud, 2004]. Les PAS n'avaient pas eu alors le résultat escompté [Klasen, 2003]. Par conséquent, les IBW ont annoncé l'abandon officiel des PAS et elles ont placé la lutte contre la pauvreté au centre des politiques de développement [Cling, De Vreyer, Razafindrakoto et Roubaud, 2004] en adoptant les Documents stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Rendre explicite l'objectif de la réduction de la pauvreté via les DSRP était, en fait, un choix judicieux. Néanmoins, la situation des populations était toujours préoccupante, voire alarmante. Il était alors nécessaire d'établir à la fois une vision et une orientation mondiale visant l'amélioration de l'état des humains et de leur planète Terre. D'où la fixation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

En effet, en 2000, les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur volonté et leur décision de ne ménager aucun effort afin de pouvoir délivrer les êtres humains (hommes, femmes et enfants) de la misère qui n'est rien d'autre qu'un phénomène abject et déshumanisant qui torture plus d'un milliard de personnes [Nations Unies, 2000]. Dès lors, l'humanité a assisté à une intensification des efforts pour améliorer la situation des pauvres et pour réduire de moitié la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Toutefois, certes les OMD et les tentatives de leur réalisation étaient couronnées par plusieurs progrès, mais des limites étaient enregistrées et plusieurs groupes semblent avoir été laissés de côté [El harrak et Smouni, 2019].

Ces laissés-pour-compte sont alors la principale limite des OMD. L'objectif de la réduction de la pauvreté ne doit plus concerner uniquement la pauvreté monétaire. En effet, vu que la pauvreté est multidimensionnelle (monétaire et non-monétaire), le processus de son éradication doit prendre en compte chacune de ses dimensions. Sachant alors que

« l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face, et qu'il s'agit d'une condition indispensable au développement durable [Nations Unies, 2015, p.1] », les États s'engagent à transformer le monde d'ici 2030 via les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD). Ces 17 objectifs constituent la preuve absolue qu'il n'est plus question de chercher uniquement l'atteinte d'une croissance économique, mais qu'il s'agit plutôt de la recherche d'une croissance inclusive, soutenue et partagée.

Conscients alors que l'amélioration de la situation des êtres humains nécessite à la fois la diminution de toute sorte d'exclusion et l'éradication de la pauvreté dans toutes ses dimensions, les États visent la réalisation d'une croissance inclusive qui n'est rien d'autre, d'après l'OCDE, qu' « une croissance économique qui crée des opportunités pour tous les segments de la population et qui distribue les dividendes de la prospérité accrue, tant en termes monétaires que non monétaires, équitablement à travers l'ensemble de la société » [CESE, 2015, p.46].

Le Maroc, en tant qu'un pays en voie de développement a vécu toutes ces évolutions passant de l'application des Programmes d'Ajustement structurel à l'adoption des Objectifs du Développement Durable. En effet, il souffre, lui aussi, de plusieurs problèmes sociaux qui rendent son état critique d'où l'importance accordée à la croissance inclusive qui n'est plus aujourd'hui un choix, mais plutôt une nécessité.

2. La pauvreté multidimensionnelle et l'exclusion au Maroc : quel état critique ?

En dépit des évolutions favorables qu'a connues le Maroc, la population marocaine souffre encore de plusieurs problèmes sociaux (pauvreté monétaire, inégalités-revenu, chômage, chômage des jeunes, chômage des lauréats diplômés, emploi informel, exclusion de la femme ...etc.) qui entravent la réalisation de la croissance inclusive et du développement économique et social espéré.

2.1. L'évolution de la pauvreté monétaire au Maroc

Inspiré par les grandes orientations mondiales visant la réduction de la pauvreté, le Maroc a effectivement réussi à éradiquer la pauvreté extrême. En effet, son taux de pauvreté, mesuré à 1\$ US PPA par jour et par personne, est passé de 3,5 % en 1985 à pratiquement un niveau presque nul en 2014 [HCP, 2015]. Grâce à ceci, l'effectif de la population pauvre est passé de 4.461.000 en 2001 à 1.605.000 en 2014 [HCP, 2016 ; HCP et Banque mondiale, 2017].

Ces chiffres traduisent la bonne volonté d'un royaume qui a considéré la lutte contre la pauvreté tel un axe majeur de la politique menée par les pouvoirs publics [HCP, 2012 et 2015]. Toutefois, ils montrent également que, malgré cette évolution favorable, plus d'un million de personnes souffrent toujours de la pauvreté. Et cet état critique de pauvreté monétaire au Maroc s'aggrave encore plus à cause des inégalités-revenu qui peuvent, en réalité, être constatées à l'œil nu. Le pauvre au Maroc devient alors, au fil des années, plus marginalisé et plus exclu.

2.2. Des citoyens marocains soit souffrants de chômage, soit victimes du secteur informel

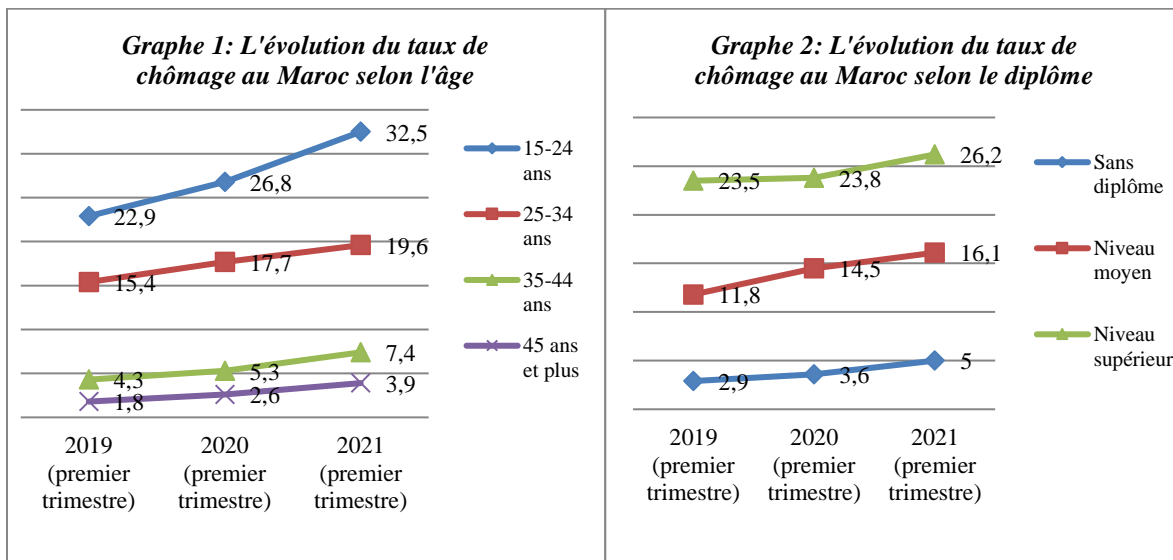
Afin d'échapper à la pauvreté et à sa cruauté, le citoyen marocain commence sa quête de demande d'emploi. Une quête qui se montre difficile à satisfaire vu la détérioration du marché d'emploi ces dernières années. En effet, le taux de chômage est passé de 8,1% au deuxième trimestre de l'année 2019 à 12,8% au même trimestre de l'année 2021 (Voir le tableau ci-dessous).

Tableau 1 : L'évolution du taux de chômage au Maroc

	Taux de chômage	
L'année 2019	1 ^{er} trimestre	9,1 %
	2 ^{ème} trimestre	8,1 %
	3 ^{ème} trimestre	9,4 %
	4 ^{ème} trimestre	10,2 %
L'année 2020	1 ^{er} trimestre	10,5 %
	2 ^{ème} trimestre	12,3 %
	3 ^{ème} trimestre	12,7 %
	4 ^{ème} trimestre	12,2 %
L'année 2021	1 ^{er} trimestre	12,5 %
	2 ^{ème} trimestre	12,8 %

Source : Auteurs, basés sur les données trimestrielles du HCP

La situation est alors de plus en plus alarmante au Maroc, mais c'est surtout le chômage des jeunes et des lauréats diplômés (à savoir les diplômés de l'enseignement supérieur) qui est le plus bouleversant [El harrak et Smouni, 2019] (Voir les deux graphes ci-dessous).

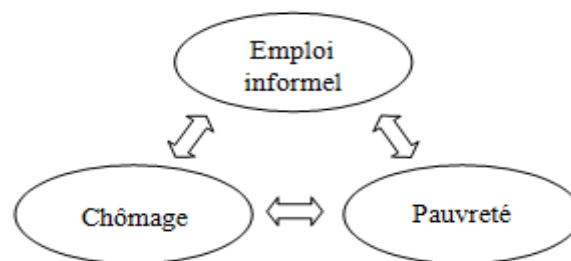


Source : Auteurs, basés sur les données du HCP

Ce phénomène s'aggrave au fil des années, et il affecte de plus en plus les lauréats des grandes écoles et ceux de l'enseignement supérieur [Emperador-Badimon, 2007]. Il est clair alors que le Maroc ne tire pas profit de sa jeunesse et il risque, par conséquent, de passer à côté de son aubaine démographique [CESE, 2019].

Cette difficulté d'accéder à l'emploi dans le secteur formel entraîne un recours plutôt forcé au secteur informel [Jaouhar et Adaskou, 2020]. Afin alors de pouvoir satisfaire leurs besoins primordiaux, les citoyens trouvent dans ce secteur une source de revenus et une lueur d'espoir pour pouvoir échapper à la misère. Toutefois, leur situation ne fait que s'aggraver.

Grphe 3: Cercle vicieux : « Chômage- Emploi informel- Pauvreté »



Source : Auteurs

Et les pauvres deviennent de plus en plus pauvres en devenant prisonniers du cercle vicieux : « Chômage- Emploi informel- Pauvreté »

2.3. La femme en tant que figure d'exclusion sociale au Maroc

Plusieurs indicateurs permettent de montrer l'exclusion des femmes au Maroc. D'un côté, le taux d'activité des femmes est beaucoup plus faible que celui des Hommes. En effet, en 2020, le taux d'activité des femmes ne dépasse pas 19,9%, alors que celui des hommes atteint 70,4% [HCP, 2020]. D'un autre côté, le taux d'emploi des hommes (62,9%) dépasse de loin celui des femmes (16,7%) d'où l'écart constaté entre leurs taux de chômage (10,7% pour les hommes et 16,2% pour les femmes) [HCP, 2020] (Voir le tableau ci-dessous)

Tableau 2: Les taux d'activité, d'emploi et de chômage selon le sexe en 2020

Indicateurs (en %)	Masculin	Féminin	National
Taux d'activité	70,4	19,9	44,8
Taux d'emploi	62,9	16,7	39,4
Taux de chômage	10,7	16,2	11,9

Source : Auteurs, basés sur [HCP, 2020]

Outre ces indicateurs statistiquement prouvés, l'exclusion des femmes se conjugue aussi dans leur manque de liberté, surtout dans la prise de décision. En effet, à cause du poids de la société patriarcale, seulement un tiers des femmes marocaines âgées de 15 ans à 49 ans prennent leurs propres décisions concernant leur emploi [Chauffour, 2017]. Mais même si elles réussissent à travailler, elles sont souvent sous-payées et même sous-représentées dans les différents secteurs d'activité à valeur productive élevée [Dlimi, 2021].

Grosso modo, face à tous ces défis et afin d'améliorer la situation de sa population, le Maroc vise, via le nouveau modèle de développement, la réalisation d'une croissance inclusive et partagée. Et cette finalité ne peut se réaliser sans la contribution de tous les acteurs de l'économie marocaine à savoir le secteur coopératif.

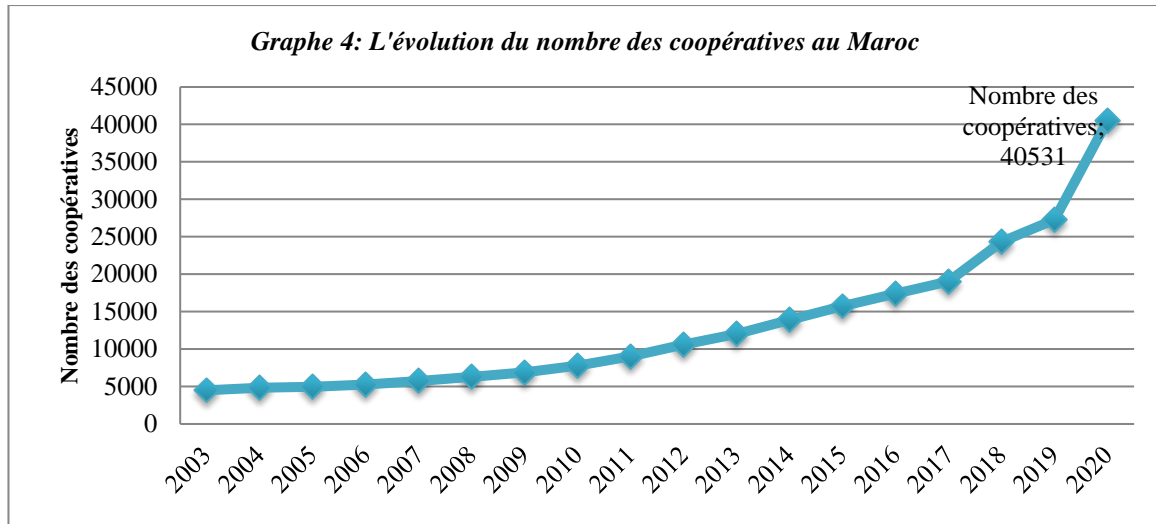
3. Le secteur coopératif : un levier de la croissance inclusive au Maroc

Le secteur coopératif, au Maroc comme ailleurs, constitue un outil innovant d'entrepreneuriat qui permet fortement de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales [Jaad et Bahmani, 2020]. Il est alors, grâce même à sa raison d'être, un levier de l'inclusion sociale voire de la croissance inclusive.

3.1. Les coopératives : levier de promotion d'emploi décent au Maroc

Les coopératives permettent, en effet, de faire face à l'exclusion sociale via l'amélioration des conditions de vie de la population moins favorisée grâce au développement des activités génératrices de revenus [Ouanaim et Liouaeddine, 2016]. Elles contribuent alors à la promotion de l'emploi et du travail décent, et cela en valorisant les ressources locales [Ahrouch et Ben Ali, 2016]. Les adhérents deviennent les acteurs de leur propre devenir [Boncler, 2002].

En effet, la montée en puissance du secteur coopératif au Maroc se traduit en la création de plusieurs coopératives, passant de 4.498 coopératives en 2003 à 40.531 coopératives en 2020 (voir le graphe ci-dessous).

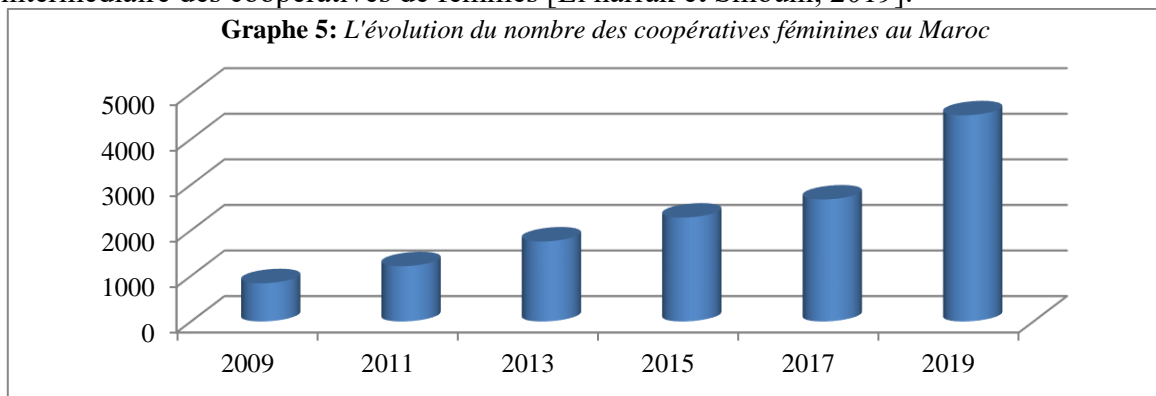


Source : Auteurs, basés sur les données de l'ODCO

Cette évolution remarquable du nombre des coopératives se traduit en une évolution considérable du nombre des adhérents passant de 504.715 adhérents en 2017 à 646.901 en 2020. En plus du nombre des adhérents tel un indicateur de la contribution du secteur coopératif à la diminution du chômage, il existe également le nombre des projets générateurs de revenus ainsi que celui des coopératives des jeunes diplômés. En fait, ils sont des indicateurs significatifs qui permettent de constater l'importance du secteur coopératif en tant que levier de promotion d'emploi décent au Maroc.

3.2. Les coopératives : levier d'émancipation de la femme marocaine

Outre la promotion d'un travail décent (loin du chômage et de l'emploi informel), les coopératives contribuent également à l'émancipation de la femme marocaine par l'intermédiaire des coopératives de femmes [El harrak et Smouni, 2019].



Source : Auteurs, basés sur les données de l'ODCO

Passant de 840 en 2009 à 4.524 en 2019 (voir le graphe ci-dessus), les coopératives féminines contribuent fortement à l'intégration des femmes dans le marché du travail. Ceci aura alors un impact direct sur les inégalités entre les femmes et les hommes devant la charge du travail et qui sont, en fait, en train de baisser remarquablement [El harrak et Smouni, 2019].

Aujourd'hui, plus de 35.000 adhérentes (nombre des adhérentes des coopératives féminines en 2019) ont intégré le marché du travail. Et en plus du revenu qu'elles gagnent, elles se réjouissent d'avoir de l'opportunité pour développer leurs compétences et de faire partie d'une équipe. Cela s'avère d'une grande importance vu qu'une grande catégorie semble non armée en termes de formation et de compétences [Dlimi, 2021]. Grâce alors au secteur

coopératif, plusieurs femmes ont pu échapper à l'injustice sociale et aux problèmes d'insertion professionnelle [Dlimi, 2021].

3.3. L'apport des coopératives pour le bien-être subjectif des citoyens marocains

Le « bien-être » ou, comme on le nomme souvent, le « bonheur », semble, vu les différents problèmes sociaux dont souffre l'humanité, un mythe voire une représentation imaginaire créée par l'inconscient des humains afin de pouvoir garder espoir malgré la souffrance. Toutefois, à cause de la gravité de la situation au Maroc, le conscient devient plus fort que l'inconscient. Les Marocains ont perdu alors espoir et toute vision du bonheur leur semble illusoire. Ils ne se permettent plus de croire, d'après leurs propres mots, au « paradis sur terre ».

Logiquement, cette situation semble évidente. Il est clair qu'une personne qui souffre depuis sa naissance de la marginalisation, du manque de l'équipement sanitaire et de l'infrastructure, du manque de la bonne qualité d'enseignement, du chômage ou des inconvénients de l'emploi informel, et surtout des problèmes familiaux dus à la pauvreté dans toutes ses dimensions, perdra toute forme d'espoir. Mais dernièrement, la situation commence à changer et le Noir a l'air de s'éclaircir et de devenir de plus en plus Gris.

La volonté de permettre à chaque citoyen de regagner sa dignité grâce au nouveau modèle de développement de la croissance inclusive permet de recréer une lueur d'espoir. Et le secteur coopératif au Maroc a montré sa forte contribution pour cette noble cause. Comme nous avons déjà avancé *supra*, les coopératives marocaines sont, à la fois, un levier de la promotion d'emploi, de l'émancipation de la femme et de l'inclusion sociale. Mais il est à préciser qu'elles sont aussi un facteur du bien-être subjectif.

En étant un ensemble comportant des composantes cognitives {satisfaction de la vie} et des composantes émotionnelles {affects positifs et négatifs} [Rolland, 2000], le bien-être subjectif est désormais à la portée des citoyens grâce à l'impact des coopératives. Les adhérents se sont de plus en plus satisfaits de leur vie. Il est clair que leur situation est loin d'être idéale, mais c'est justement l'intérêt du mot « subjectif ». Même si les coopératives n'ont pas encore réussi à faire face à tous les défis sociaux, mais elles ont réellement réussi à améliorer la vie des citoyens en répondant à leurs besoins sociaux. Et c'est justement cette évolution qui a permis que les affects positifs l'emportent sur les affects négatifs et elle a rendu l'évaluation globale, que la personne fait de sa vie, satisfaisante et acceptable, voire appréciée.

Grâce à la contribution du secteur coopératif,

- le citoyen est désormais capable de faire face à la pauvreté et d'améliorer son niveau de vie et celui de sa famille ;
- les jeunes et les lauréats diplômés ont non seulement une nouvelle source de revenus, mais aussi une opportunité d'améliorer leurs compétences, d'apprendre un métier et de s'intégrer dans le marché professionnel ;
- les femmes peuvent désormais travailler, avoir un revenu, faire partie d'une équipe, améliorer leurs compétences, et surtout échapper et faire face à l'exclusion sociale ;
- ... etc.

Ainsi la population marocaine commence alors à « vivre mieux ».

Conclusion

Le monde a pris conscience de la gravité de la situation des êtres humains. Au lieu de pouvoir améliorer la qualité de leurs vies et de vivre équitablement loin des inégalités sociales, les pauvres deviennent de plus en plus pauvres. Les stratégies des pays et les orientations des institutions internationales visant l'unique croissance économique ont été remises en question. Désormais, l'importance est accordée à la croissance inclusive. Une croissance qui non

seulement crée de nouvelles possibilités économiques, mais aussi assure l'égalité d'accès à ses opportunités à tous les segments et surtout aux pauvres [Ali et Hwa Son, 2007]. Il est alors temps de s'intéresser à une croissance en faveur des pauvres et des laissés-pour-compte. D'où les objectifs du développement durable et leur ambition à réaliser une croissance inclusive, soutenus et partagés dans les différents pays du monde.

Le Maroc n'est pas alors exclu de cette affaire. Conscient de l'état critique de sa population (pauvreté, chômage, emploi informel, discrimination du genre ...), le gouvernement marocain s'intéresse dorénavant à un nouveau modèle de développement qui contribuera à faire face aux problèmes sociaux et surtout à réaliser de la croissance inclusive. Tous les acteurs sont alors appelés à multiplier leurs efforts et à contribuer à l'amélioration du bien-être de la population marocaine. Les acteurs de l'entrepreneuriat social à savoir les coopératives sont bien évidemment les plus concernés par cette lutte contre l'exclusion vu leur raison d'être à l'ordre social.

En effet, l'apport du secteur coopératif pour une croissance inclusive est très considérable. Les coopératives permettent aux citoyens de faire face à la pauvreté grâce aux projets générateurs de revenus. Elles permettent également aux jeunes et aux lauréats diplômés d'améliorer leurs compétences, d'apprendre un métier et de s'intégrer dans le marché professionnel. Elles sont alors un levier de promotion d'emploi décent et de réduction de la pauvreté.

Outre leur contribution à faire face au chômage et à la pauvreté, les coopératives contribuent également à l'émancipation de la femme marocaine, surtout grâce aux coopératives féminines. Les femmes peuvent désormais travailler, avoir un revenu, faire partie d'une équipe, améliorer leurs compétences, et surtout faire face à l'exclusion sociale.

En gros, vu cet apport non négligeable du secteur coopératif au développement de la qualité de vie des citoyens, il peut aussi être considéré tel un levier du bien-être subjectif.

Références

- (1) Ahrouch, S. & Ben Ali, F. (2016). *L'évaluation de la performance des coopératives : cas de la coopérative tighanimine de production de l'huile d'argane*. Revue Marocaine des Coopératives - REMACCOOP 6. Office de développement de la Coopération - ODCO.
- (2) Ali, I., & Hwa Son, H. (2007). *Measuring inclusive growth*. Asian Development Review, 24(1), 11-31.
- (3) Bacq S. & Janssen F. (2008). *Définition de l'entrepreneuriat social: revue de la littérature selon les critères géographique et thématique*. IXe Conférence internationale francophone en entrepreneuriat et PME, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- (4) Boccanfuso, D., & Ménard, C. (2009). *La croissance pro-pauvre: un aperçu exhaustif de la «boîte à outils»*. Cahier de recherche/Working Paper, 9(06).
- (5) Boncler, J. (2002). *L'économie solidaire : une nouvelle forme d'entrepreneuriat ?* Actes du 2^{ème} Congrès de l'Académie de l'Entrepreneuriat. Bordeaux. 56-74.
- (6) CESE. (2015). *Economie Sociale et Solidaire : Un levier pour une croissance inclusive*. Rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental. Auto-Saisine n° 19/2015.
- (7) CESE. (2019). *Le Nouveau Modèle de Développement du Maroc*. Contribution du Conseil Economique, Social et Environnemental.
- (8) Chataigner, J. M., & Rafinot, M. (2005). *La croissance pro-pauvres: Définitions et politiques*. La lettre des économistes de l'AFD. Paris Cedex. 9: 2, 9.

- (9) Chauffour, J.P. (2017). *Le Maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique*. Résumé. Groupe de la banque Mondiale.
- (10) Cling, J. P., De Vreyer, P., Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2004). *La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté*. *Revue française d'économie*, 18(3), 137-187.
- (11) Datt, G., & Ravallion, M. (1992). *Growth and redistribution components of changes in poverty measures: A decomposition with applications to Brazil and India in the 1980s*. *Journal of development economics*, 38(2), 275-295.
- (12) Dees, J. G. (1998). *The meaning of social entrepreneurship*. The Kauffman Center for Entrepreneurial Leadership. 1-5.
- (13) Dewandre A. (2009). *Entrepreneuriat social et économie sociale*. Analyse SAW-B.
- (14) Dlimi, S. (2021). *Women's Leadership: Key Factors in the Performance of the Moroccan Women's Cooperative: Case of the Region Rabat-Sale- Kenitra*. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(1), 272-286.
- (15) El harrak, N. & Smouni, R. (2019). *Economie Sociale et Solidaire : un levier de promotion d'emploi pour une Croissance Inclusive au Maroc – Cas des coopératives marocaines*. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*. Numéro 4 : Juillet 2019. 2 (3), 480 – 495.
- (16) Emperador-Badimon M. (2007). *Les diplômés chômeurs de troisième cycle au Maroc : Des expériences d'engagement revendicatif*. In Mazzella, S. (Ed.), *L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale : Une comparaison libérale (Maghreb, Afrique, Canada, France)*. Institut de recherche sur le Maghreb contemporain.
- (17) Goldin, I., Rogers, H., & Stern, N. (2002). *The Role and Effectiveness of Development Assistance: Lessons from World Bank Experience*. A Research Paper from the Development Economics Vice Presidency of the World Bank. Washington D.C.
- (18) HCP & Banque mondiale. (2017). *Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014*.
- (19) HCP. (2012). *Objectifs du millénaire pour le développement*. Rapport national.
- (20) HCP. (2015). *Le Maroc entre Objectifs du Millénaire pour le Développement et Objectifs de Développement Durable : Les acquis et les défis*. Rapport National.
- (21) HCP. (2016). *Inégalités sociales et territoriales à la lumière des résultats de l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages 2014*. Présentation des résultats de l'Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des ménages 2013/2014. Note de synthèse.
- (22) HCP. (2020). *Activité, Emploi et Chômage- Premiers résultats*. Direction de la statistique.
- (23) Jaad, M. & Bahmani, N. (2020). *Modèle coopératif marocain: Bien-être social et inégalités*. *Revue Repères et Perspectives Economiques*, 4(2). 160-173.
- (24) Jaouhar, J., & Adaskou, M. (2020). *Le travail dans le secteur informel au Maroc et pauvreté: une analyse de causalité -cas de la région Marrakech-Safi*. *Revue Economie, Gestion et Société*, 1(23).
- (25) Ka, N. (2016). *Modélisation de la croissance pro-pauvre*. Thèse de Doctorat. Economies et finances. Université Montpellier.
- (26) Klasen S. (2003). *In Search of the Holy Grail : How to Achieve Pro-Poor Growth ?* In : *Towards Pro-poor Policies : Aid, Institutions, and Globalization*. Annual World Bank Conference on Development Economics – Europe. The World Bank & Oxford University Press. 63-93.

- (27) Nations Unies. (2000). *55/2 Déclaration du Millénaire*. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. 8^e séance plénière. A/RES/55/2.
- (28) Nations Unies. (2015). *70/1 Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015. 4^e séance plénière. A/RES/70/1.
- (29) Nkamleu, B. G. (2017). *Croissance inclusive : la performance du Djibouti*. Série de documents de travail N° 298. Banque africaine de développement. Abidjan, Côte d'Ivoire.
- (30) OCDE. (2014). *Rapport sur le cadre de l'OCDE pour une Croissance Inclusive*. Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres Paris.
- (31) Omrane A. & Fayolle A. (2010). *L'entrepreneuriat social et le développement durable : quels modèles d'affaires dans le champ social ?*. XIX^{ème} conférence de l'AIMS. Université du Luxembourg. France.
- (32) Osmani S. (2005). *Defining Pro-Poor Growth*. International Poverty Center, United Nations Development Program. One Pager (9).
- (33) Ouanaïm, I., & Liouaeddine, M. (2016). *Evaluation de la fonction marketing des coopératives artisanales de la région de Rabat-Salé*. Revue Marocaine des Coopératives - REMACOOP 6. Office de développement de la Coopération - ODCO.
- (34) Rolland, J. P. (2000). *Le bien-être subjectif: revue de question*. Pratiques psychologiques, 1(1), 5-21.
- (35) Sadni Jallab, M. (2012). *24 - Croissance inclusive, réduction de la pauvreté et dynamique des inégalités dans les pays en développement: Une Lecture Critique*. In : Lahsen Abdelmalki éd., *Développements récents en économie et finances internationales*. Armand Colin, Paris, 339-354.
- (36) Tchekoumi, L.B. (2017). *Croissance économique et pauvreté : une application de l'incidence de croissance pro-pauvre au cas du Cameroun*. Revue Economie, Gestion et Société, (9).
- (37) Tong, C. M. N. (2016). *L'opérationnalisation de la stratégie de Croissance pro-pauvres au Cameroun*. Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy, (56).
- (38) White, H., & Anderson, E. (2001). *Growth versus Distribution: Does the Pattern of Growth Matter?*. Development Policy Review, 19(3), 267-289.